

GUIGNOL ILLUSTRÉ

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
A L'IMPRIMERIE C. GUICHARD
40, place de Lyon, 40
ABONNEMENTS HORS DE LYON
2 fr. 50 c. pour trois mois.

JOURNAL PATRIOTIQUE, PARAISSANT LE SAMEDI
RÉDACTEUR EN CHEF : LÉGION.

BUREAUX DE VENTE
LIBRAIRIE MÉRA
13, rue de Lyon, 13
Les manuscrits ne sont pas rendus.

LE TRAITÉ DE VERSAILLES.



— Mais, mon pauvre vieux, te connais rien à la canuserie! Qué que c'est que c'te pièce que tu nous a tramée-là? C'est plein de bousillages : ça pourra jamais tenir!

SOUVENIRS D'UNE RÉPUBLIQUE

(Deuxième longueur.)

8 novembre. — Le Caramel : Citoyens, l'aiglon furieux, armé par le destin contre notre République... refoule la fumée dans ma chambre... m'irrite le gosier... et a enlevé cette nuit... le drapeau rouge... *Horresco referens!*

— Le citoyen Compte-en-Main : Eh ben! alors, pourquoi vous lui avez pas fiché un mandat d'arrêt! (On éclate de rire.)

— Du Goulet : Contre quoi qu'on rit? nom de nom! Vous insultez le ministre à l'intrusion lyonnaise! Je proteste!

— Compte-en-Main : Vouï, vouï, à bas la Guilon! et vive le drapeau rouge! Pas vrai, Buvatier?

— Buvatier : Y sont de z'aristos, que je te dis, y z'aiment mieux la Guilon que la République. A bas les réactionnaires!

— Tous trois : A bas c'te gueuse de Guilon! A bas les réactionnaires!

(Le Caramel y s'escanne dans sa chambre; l'assident est clos.)

Le 9. — Les conseillers n'étaient fiers, pace qu'y z'avaient des oreilles plus grandes que les autres; mais les gones de Lyon y z'ont pas été cavets : y n'ont tout bellement envoyé le Vitor Laprade les leur z'y frotter avé un papier à vers.

Le 10. — Ducarre propose de pas payer les blagues mulicypales plus qu'y valent... afin que ça coûte rien à la ville.

Renvoyé à la Comité... des calendes grecques.

Le 11. — Des cancaniers faisaient courir le bruit que le citoyen Reniflekre-kre-kre assisterait au Conseil d'aujourd'hui.

C'était z'une fausse nouvelle.

Le 12. — Le Chiéché et le Grigalou y comprennent pas que les curés défendent de torcher les gigots à l'ail le vendredi. S'y savaient comme c'est bon, y parleront pas comme ça.

Le 13. — Le Caramel : Je prie le Conseil d'examiner s'il ne serait pas à propos d'organiser une armée dans le Bugey, pour se porter, à un moment donné, au secours de Belfort.

— Le Compte-en-Main : Le budget, le budget! Y faut pas tant de monde dans ce budget; gn'en a ben assez de nous autres pour le sucer! Y manquerait plus que d'y flanquer l'armée de la guerre.

(On éclate de rire.)

— Du Goulet : On rit encore, nom de nom! Vous insultez le ministre de l'intrusion lyonnaise! Je réporteste!

Le 14. — Le Chiéché : Vu que j'ai grandi en croissance de depuis le 4 septembre, j'arredemande une aute veste neuve que soye pas trop courte.

— Le Caramel : Vu la persistance de ma bronchite, j'ai l'honneur d'informer le Conseil que je réclame des chemises hygiéniques de 10 francs!

— Le Baudet : Tout ça prouve qu'y faut manigancer de z'impunitons progressibles.

— Le Crépin : Pas vrai! Ça senifie seulement que gn'a besoin de merdécins dans les parfaictures.

Le 15. — Des bavards disaient que le citoyen Reniflekre-kre-kre voudrait fourrer son pif à la séance d'aujourd'hui. C'était qu'une feintise qu'était pas vraie.

Le 16. — Le citoyen Giboulée : Gn'a un jornal qu'a japillé que la maison de ville y ressemblait à une cage de serins. Je demande qu'on porteste contre cette merdisance.

— Du Goulet : Oh! pour ça moi, je porteste du fond de mes boyes... Nous sons le foyer de l'intrusion lyonnaise.

— Vache-ronde : T'as raison, vieux Goulet, je sis de te n'avisé, à preuve que le saint d'Olives, il a dit l'aute jour : « Ces cinquante-deux mamis, y n'ont » d'esprit comme quatre. »

(Bravo! Bravo! vive les mules à six peaux.)

Le 17. — Le Chiéché et le Grigalou y voudraient que demain y gn'oye pas de séance, pour à cause d'un gigot z'à l'ail...

Le 20. — Les conseillers n'ont descendu le cheval de bronze de la place Charabaras, manquement pour le faire... évacuer; après quoi le goné y n'a plus voulu remonter sus sa banquette.

Le 22. — Le Caramel : Ma gorge est de plus en plus compromise.

— Le Crépin : Alors, faut vous frotter assoluement avé de chemises de 15 francs; gn'a que ça que pourra ramener la chaleur à la peau.

Le 24. — Le Caramel y donne une leçon de politesse aux pepas des mioches des Menimes.

Le 26. — Le Crépin : Les journaliseurs y disent que des gognandises. Si j'étais dans une parfaicture, je voudrais tous leur z'y ficher à bas leurs sâles boutiques.

— Le Jacquot : Cetoysens, cetoysens, fesez pas c'te bêtise; ça serait contraire à la liberté de la presse journalistique : faut tout uniment fusiller les écrivassiers.

Le 30. — Le citoyen Reniflekre-kre-kre assiste à la séance d'aujourd'hui; le conseil y vote alors une merdaille commémorable de c'te merveille inattendue.

Siné : GUIGNOL.

Secrétaire pistographe du Conseil mulicypable.

LES CONDITIONS DE PAIX

au point de vue territorial.

Des dépêches officielles de Bordeaux et de Munich ont fait connaître sur quelles bases avaient été arrêtés les préliminaires de paix. Elles ont spécialement déterminé quelles cessions de territoire le vainqueur exigeait de nous. Des espérances illusoires berçaient encore certaine partie de l'opinion publique de la pensée que le sol serait entièrement respecté. Il n'en est point ainsi, comme on devait s'y attendre; mais, néanmoins, les sacrifices qui sont exigés de nous ne s'élèvent pas jusqu'aux prétentions exagérées que quelques journaux allemands avaient préconisées et défendues. Nous avons publié dans notre 26^e numéro une carte où se trouvaient indiqués les différents systèmes d'annexion proposés par la presse allemande; nous avons montré que les plus outrés se basaient sur des considérations stratégiques spécieuses. Il paraît que ces raisons n'ont pas paru, aux yeux de M. de Moltke, aussi graves que le prétendaient les publicistes d'Outre-Rhin. Le grand chancelier de l'empire s'est borné à nous imposer la cession des territoires allemands; Metz, seulement, a été excepté en raison de son importance. Mais il est particulièrement remarquable que Belfort, qui avait coûté tant de fatigues et de sang pour les troupes allemandes, Belfort, qui est la clef de l'Alsace du côté du Sud, il est, disons-nous, remarquable que les stipulations de la paix nous le rétrocèdent, après que l'armistice en ait exigé formellement l'abandon. Nous ne prétendons pas deviner, à première vue, la cause de cette condescendance inespérée, nous voulons seulement insister sur l'importance du territoire que nous perdons.

Au point de vue de la population, le total montera au-delà de 1,500,000 âmes, ce qui élèvera le chiffre à plus de 40,000,000 pour l'empire d'Allemagne, et l'abaissera à près de 36,000,000 pour la France.

L'Alsace est, en effet, très-peuplée. Le département du Bas-Rhin tient le 5^e rang au point de vue du chiffre d'habitants, et celui du Haut-Rhin le 6^e. La proportion est pour le premier : de 124 habitants par kilomètre carré et de 124 pour le second, d'après le recensement de 1856. Le département de la Moselle compte 84 habitants, ce qui est encore très-élevé, puisque la moyenne en France n'est que de 68. Ce qui maintient ainsi le chiffre de la population de l'Alsace, c'est le grand nombre des naissances, qui s'élève jusqu'à 3 sur 100 habitants, tandis que les mariages n'y sont comptés que pour moins de 70 sur 10,000 âmes, proportion qui est la même que pour le département de la Moselle, où les naissances sont moins nombreuses. Ces trois départements se classent aussi parmi ceux où l'instruction est la plus répandue.

Les populations qui nous sont enlevées peuvent donc compter parmi les plus intelligentes de la France. Elles appartiennent exclusivement à la race allemande, car l'ennemi a borné ses prétentions à une question de nationalité. Si l'on veut connaître les limites à peu près certaines du territoire qui doit être annexé au nouvel empire d'Allemagne, on doit consulter la carte que nous avons publiée dans notre 11^e numéro, sous le titre de *Carte ethnographique de la France*. On y voit tracée avec une exactitude minutieuse la limite qui sépare la langue française de la langue allemande; on y trouve même marqués les pays mixtes où l'on parle partie français, partie allemand. Dans ceux qui sont en deçà de la limite principale, le français prédomine; au delà, c'est au contraire l'allemand qui est le plus usité. Les divisions provinciales y sont également marquées, et l'on remarque, par exemple, que Belfort, quoique faisant partie de l'Alsace, ne sera pas annexé, parce qu'on n'y parle pas allemand. Metz, il est vrai, est dans les mêmes conditions, mais l'état-major allemand lui attribue sans doute une importance capitale.

Telles que ces conditions établiraient leurs frontières, les Allemands auraient ainsi des avantages stratégiques de très-peu inférieurs à ceux que leur assurerait la possession complète de la ligne de la Moselle. Cette limite, qui court sur le sommet des Vosges, et de là, en face de Strasbourg, s'appuie au nord sur Metz et Thionville, présente un rempart imposant qui est difficilement abordable, soit au nord, soit au sud. A tous les points de vue, la Prusse s'est donc assurée une conquête importante, et il faudra toute la nécessité irrésistible de la situation pour permettre à l'Assemblée nationale de ratifier une paix aussi désastreuse. Mais du jour où les stipulations de l'armistice conclu par le gouvernement de Paris ont été acceptées par la province et imposées au gouvernement de Bordeaux, on devait inévitablement s'attendre à subir des conditions déplorables.

Comment a-t-on pu se bercer de l'idée que l'ennemi vainqueur pourrait se départir des exigences qu'il avait manifestées à une époque où ses victoires étaient moins décisives? Comment aussi a-t-on pu s'imaginer que l'on pourrait, après l'armistice, recommencer la guerre avec la moindre chance de succès? Les conditions matérielles s'étaient déjà aggravées, mais la situation morale est devenue plus fâcheuse encore. Gambetta, qui était loin d'être un génie politique et militaire, Gambetta avait néanmoins l'instinct de la situation, lorsqu'il disait que l'on cherchait à nous énerver par la suspension d'armes. Jusque-là, en effet, la lutte était encore militairement possible; elle ne demandait qu'une résistance passive, de la ténacité et de la patience; les esprits étaient encore dans toute l'ardeur de l'action; mais aussitôt que cette surexcitation a été suspendue, la France s'est trouvée comme un voyageur excédé de fatigue, à qui quelques instants

de repos ôtent toute possibilité de continuer sa route. C'est la force morale qui nous manque maintenant. On peut dire que la paix a été signée le 28 janvier, et ce sera, non pas à l'Assemblée nationale, mais aux signataires de l'armistice que l'on devra faire remonter la responsabilité de la paix désastreuse qui nous est imposée.

FOLLARD.

LE CONSEIL MUNICIPAL

ET

LE DRAPEAU ROUGE.

Lorsque le 4 septembre la République fut proclamée, on s'attendait à voir surgir une ère nouvelle. En thèse générale, une pareille révolution, survenant dans des circonstances aussi critiques, était une faute, nous l'avons dit à l'époque et sans hésitation. Il était bien évident qu'un changement de gouvernement ne pouvait qu'entraver l'œuvre de la défense du pays, jeter le trouble dans l'organisation politique et militaire et nous faire perdre un temps précieux. Néanmoins, après la rude leçon que nous venions de subir, on espérait qu'une rénovation intérieure complète ranimerait le pays. Tout le monde aspirait à une transformation radicale; les adversaires les plus déclarés du système républicain se laissaient eux-mêmes séduire par ces espérances, et si quelques esprits plus systématiques subissaient à regret le nouvel ordre de choses, il est incontestable que la majorité des conservateurs applaudissaient sincèrement à l'emploi des moyens révolutionnaires. On ne se rendait pas bien compte ni de la situation, ni des moyens à employer, mais on demandait, mais on voulait une réforme complète et radicale.

Jamais aucun pouvoir n'est arrivé aux affaires avec une aussi complète adhésion, une aussi entière certitude d'être obéi, une liberté aussi absolue de faire tout ce qui lui plairait. Nous ne voulons pas parler ici de l'obéissance sans réserve avec laquelle la France s'est prêtée à tout ce qu'a exigé d'elle la dictature absolue de M. Gambetta. C'est là un sujet qui demande à être traité à part; mais nous voulons rappeler quel vaste champ a été laissé à notre pouvoir municipal pour opérer toutes les réformes, pour tenter tous les essais, pour réaliser tous les efforts qui lui semblaient propres à assurer le salut comme la réorganisation de la patrie.

En ce qui nous concerne, nous avons accueilli avec la plus sincère bienveillance une forme politique, (que nous déclarions en même temps et avec franchise n'être pas la nôtre), parce que les principes sur lesquelles elle se basait avaient toute notre approbation.

La ville de Lyon avait pris l'initiative de cette révolution, et nous nous empressâmes d'applaudir à cet acte qui était une protestation contre la tyrannie parisienne et le premier signal du réveil de l'esprit public en province et de l'émancipation de la France. Un nouveau drapeau avait été adopté, et nous applaudîmes encore plus, parce que nous voyions disparaître l'emblème de ce système politique abhorré, qui avait livré le pays à une seule ville et toutes les forces vives de la nation à une seule caste égoïste, cupide et hypocrite. Le suffrage universel avait appelé aux affaires des éléments presque exclusivement démocratiques. Nous étions plus heureux encore, parce que nous voyions la cité lyonnaise renaître et la France rentrer dans la voie de ses institutions primordiales et essentielles, qui avaient fait sa gloire, sa force, sa grandeur, et qui seules peuvent la reconstituer et lui rendre cette vie sublime qui en avait fait la première nation du monde.

Nous savions bien quelle était l'inexpérience des hommes qui avaient pris en main le pouvoir, nous savions bien qu'ils étaient entourés d'adversaires rusés et habiles à exploiter leurs fautes; mais nous comptions sur leur bonne volonté, nous espérions qu'ils prêteraient l'oreille à de sages avis, que la droiture de leurs intentions et de leur conduite leur permettraient de déjouer les pièges dont ils étaient entourés. Ils eurent le tort, en premier lieu, d'autoriser des actes de violence injustes et répréhensibles; mais il nous semblait que c'était une concession passagère faite à des préjugés trop enracinés pour être combattus de front tout d'abord. En un mot, plein d'espoir dans une régénération prochaine, plein de confiance dans la loyauté de nos nouveaux magistrats municipaux, nous avons, nous, été les seuls défenseurs sincères et désintéressés du Conseil municipal. Toutes les fois que ses actes ont été basés sur des principes équitables, nous les avons approuvés hautement et d'une manière raisonnée; toutes les fois qu'il lui a échappé des fautes, nous les avons signalées en indiquant le mal et le remède, et lorsque nous n'avons pu mieux faire, nous

les avons couvertes de notre silence. On peut comparer la différence de notre attitude et de notre langage envers le préfet et envers le Conseil municipal : autant nous avons été sévères pour le premier, autant nous avons été indulgents pour le second. Nous venons d'en expliquer la raison ; mais s'il était possible de se repentir jamais d'avoir fait son devoir et obéi à sa conscience, le Conseil municipal nous en fournirait l'occasion.

Son rôle est définitivement terminé, mais il n'est pas encore tombé. C'est donc pour nous le moment de parler à cœur ouvert, et dire toute notre pensée. Nous avons fait jusqu'au bout notre devoir de bons citoyens, nous avons le droit maintenant de sauvegarder notre dignité personnelle, et de dire hautement que nous n'avons été ni les complices, ni les dupes de cette douloureuse comédie ; nous disons douloureuse, car, avec cette tentative infructueuse et déplorable, nous voyons s'évanouir tous nos rêves d'une régénération politique de la France, et de notre vieille cité lyonnaise. Nous allons retomber dans ces errements usés et flétris qui, depuis 80 ans, épuisent et énervent la patrie. Des essais vont être tentés par d'excellents esprits ; mais, limités à certaines classes sociales, opérés en dehors de l'élément populaire, ils resteront inféconds, et nous laisseront trainer dans l'ornière où nous a jetés un système politique vicieux et fatal. En un mot, le régime du drapeau tricolore va revenir, comme en 1791 avec la convention, comme en 1804 avec l'empire, comme en 1830 avec le roi-citoyen, comme en 1851 avec le coup d'état !

Et maintenant à qui la faute, si ce n'est aux hommes du 4 septembre, qui, n'ayant pas assez d'intelligence pour gouverner, n'ont pas eu assez de patriotisme pour accepter le concours et les avis de ceux qui pouvaient les aider dans une tâche au-dessus de leurs forces ? Dans leur orgueil sans borne, dans leur aveugle ineptie, il ont mieux aimé laisser périr la France et leurs propres théories politiques, plutôt que de reconnaître leur insuffisance et d'ouvrir les yeux sur leurs fautes.

Nous voudrions trouver quelques excuses pour ces hommes, dont la condition sociale a toutes nos sympathies ; nous n'en trouvons qu'une : ignorance préjugés et sottise, et ils en ont usé largement, ils en ont même abusé. La dernière délibération où le Conseil municipal a traité la question du drapeau rouge, nous a rempli d'une tristesse et d'un dégoût insurmontables. Ces hommes n'ont pas même montré la conscience de leur propres intérêts, l'intelligence de la cause qu'il devaient défendre ; et la faiblesse de leur esprit les a poussés jusqu'à perdre le courage de leurs propres opinions. Allez donc ! quittez ce palais municipal où les ombres de vos prédécesseurs doivent se troubler de vous entendre ; n'attendez pas que des ordres formels vous imposent une démission que l'opinion publique a déjà prononcée contre vous ; retirez ce drapeau dont vous ne comprenez pas le symbole. Pur du sang que d'ineptes préjugés lui attribuent, vous le souillez de taches plus indélébiles encore : celles qui s'attachent à la niaiserie, à l'ignorance et à la sottise.

DÉMOPHILE.

BIBLIOGRAPHIE.

Guignol illustré, entièrement voué aux intérêts provinciaux, consacrer, chaque semaine, quelques lignes à analyser ou à signaler les ouvrages publiés en province. Jusqu'à présent, les événements ne nous ont pas permis de réaliser ce projet, et maintenant encore la place nous manque pour le commencer suivant notre désir. Nous nous contentons de mentionner à la hâte quelques ouvrages qui ont paru récemment à Lyon.

La Paix et la République, par M. Louis Andrieux, procureur de la République. — A Lyon, chez tous les libraires. Prix : 50 cent.

Nous regrettons de le dire, mais la courte brochure que vient de publier le jeune magistrat repose sur un ensemble d'idées complètement illusoirs. Illusions sur l'affaiblissement matériel du pays, illusions sur les tendances de l'esprit public, illusions sur les causes qui ont amené l'état de choses actuel, illusions enfin sur l'efficacité du spécifique politique que M. Andrieux propose comme le seul remède à nos maux. La brochure du jeune procureur de la République est grosse d'idées plus que de mots et demanderait un long examen que nous ne pouvons lui accorder aujourd'hui. L'auteur ne croit pas à la possibilité de la résistance, et il se trompe ; il appréhende une dernière défaite qui mettrait la France garottée à la merci du vainqueur, et il ne voit pas que c'est justement ce qu'il en est en ce moment ; il ne voit pas que le pays délibère pressé sous la botte de l'étranger ; il ne voit pas que la République n'existe que de nom et qu'une restauration monarchique ou même une restauration bonapartiste flotte dans l'air.

M. Andrieux répète, avec tous les niais, que l'empire seul est coupable de la guerre, quand ce sont les Français et tous les Français qui l'ont voulu, réclamée et présentée comme une expédition de conquête ; il dit que la République ne peut périr en France que par une restauration qu'imposerait la

Prusse victorieuse », et il ne voit pas que la République est déjà morte, tuée par l'incapacité de ses coryphées et enserrée par l'indifférence de la nation. Enfin, il confond, lui aussi, la démocratie avec la République, et s'égare dans ce dédale de non-sens et d'inconscience qui, dans les deux camps, entravera toujours le libre développement politique et social de l'humanité. Nous aurions aimé à trouver dans ces quelques pages du jeune magistrat républicain quelques pensées plus neuves et plus fécondes ; nous regrettons de le trouver, lui aussi, à la remorque des opinions vulgaires, et nous lui souhaitons de se dégager, par la lecture des grands penseurs d'autrefois, de l'influence délétère des petits esprits d'aujourd'hui.

— *Le Pour et le Contre*, par M. Arthur de Gravillon. 1^{re} partie : *Vive le Roi ! 2^{me} partie : Vive la République !* — A Lyon, chez Méra et Glairon-Mondet.

Le nouvel ouvrage de M. Arthur de Gravillon porte cette épigraphe : « Ce qu'on croit vrai, il le faut dire et le dire hardiment ; je voudrais, m'en contât-il grand-chose, découvrir une bonne vérité pour choquer tout le genre humain, je la lui dirai à brûle-pourpoint ! (Joseph de Maistre.) »

Il en est du livre de M. de Gravillon comme de lui-même et de son épigraphe, on peut en prendre la moitié et s'écrier : C'est très-bien, et l'autre moitié, on peut... la passer sous silence, par égard pour le fin et spirituel rêveur. M. de Gravillon est, en effet, un friand de vérités et de bonnes vérités, et il a le talent de les assaisonner de manière à en faire un délicieux régal pour les délicats et les raffinés. Mais il se trompe quelquefois dans le choix des mets qu'il offre à ses convives, et, comme aujourd'hui, croyant avoir découvert une bonne vérité, faite pour choquer tout le genre humain, il rencontre simplement quelques-unes de ces fausses idées, de ces banalités vulgaires, avec lesquelles certains saltimbanques politiques et littéraires bernent la foule abrutie et ennuisée.

Il est vrai que M. de Gravillon est exposé, plus qu'aucun autre, à commettre de semblables méprises ; ces lieux communs, ces sophismes d'avocat en quête de dictature, ne sont pas acceptés, dans le milieu dans lequel vit l'auteur, et il croit sincèrement proclamer une belle vérité, parce qu'il émet des idées qui choquent les gens dont il est entouré.

Telle est l'explication de la bêtise d'un homme d'esprit et de beaucoup d'esprit. Que M. de Gravillon, au lieu de jeter au vent de la publicité ses pages fâcheuses, les remanie, en élague tout ce qu'il y a d'absolument faux ou de trop grossier, qu'il les fasse imprimer chez Perrin, et que tirées à vingt-cinq exemplaires, il les distribue à ses amis, et il aura ajouté une nouvelle perle à sa couronne littéraire, assez riche déjà.

— *Paix ou Guerre*, par Terrel des Chênes.

La conclusion de l'auteur est celle-ci : « La paix après Sedan, avec l'abandon de l'Alsace, c'était le déshonneur. A présent, dans les mêmes conditions, ce n'est plus le même déshonneur. » Quelques considérations ajoutées à ce programme, on trouve cette phrase ressassée à satiété depuis quelque temps : « La République, c'est la paix ; la paix est son principe fondamental. » Ceci est tout simplement aussi faux qu'absurde. La paix ou la guerre ne dépendent pas d'une forme de gouvernement. Et en consultant l'histoire, on reconnaît que les républiques sont plus belliqueuses, plus conquérantes, plus envahissantes que les monarchies. Elles sont belliqueuses à ce point que, faute de faire la guerre au dehors, elles la font au dedans. C'est l'esprit des républiques grecques qui a fait d'Alexandre un conquérant. Rome n'a vécu à l'état de République que tant qu'elle a pu faire des conquêtes. L'histoire de la Grèce ancienne, aussi bien que de l'Italie du Moyen-Âge, est simplement l'histoire de guerres incessantes entre de petites républiques. Actuellement, la vie des républiques américaines, c'est une guerre de tous les jours et de tous les instants. La grande république des Etats-Unis, c'est l'esprit de conquête dans toute sa force et sans aucun ménagement. Chez elle, un tiers de la nation n'est qu'une race conquise et asservie, à la suite d'une guerre acharnée de quatre ans, où le vaincu a été littéralement écrasé. Quoi encore ? La Suisse, cette république modèle, ce petit pays que les conventions européennes mettent à l'abri de toute guerre, a trouvé moyen, il n'y a pas vingt ans, de faire la guerre et de fonder ses institutions nouvelles sur l'asservissement et la conquête d'une partie des confédérés.

— *La France, son Passé, son Présent, son Avenir*, par Auguste Lasserre, ex-rédacteur en chef de la *Sentinelle lyonnaise*, journal supprimé par le ministère Ollivier. — Lyon, James frères, éditeurs. Prix : 50 centimes.

Un journaliste, victime du ministère Ollivier, on peut deviner de quel côté ne sont pas ses sympathies. La solution proposée par M. Lasserre est celle-ci : « Neutraliser l'Alsace » au point de vue militaire seulement, sans la détacher de la France. Sa situation serait analogue à celle qui est faite déjà à la Belgique et au Luxembourg. L'Europe entière protégerait la neutralité de cette province, qui ne pourrait, sous sa garantie, donner passage désormais aux armées françaises ni allemandes, sans entraîner dans la lutte toutes les puissances. L'auteur a la plus grande confiance dans cette garantie. Ah ! le bon billet qu'aurait la Châtre.

MITRAILLEUSES.

La *Liberté* a publié une lettre du général Trochu, d'après laquelle les Allemands ne devaient pas entrer à Paris, à moins qu'ils n'eussent « aucun souci des traditions et des règles. » Nous désirerions que cette lettre ne fut pas authentique, car ses conclusions ne sont pas dignes de l'opinion que nous nous sommes faite de l'intelligent et vaillant défenseur de Paris. L'entrée de l'ennemi dans la capitale est un droit que lui accordent « les traditions et les règles » et les usages jusqu'à présent admis. Que la place ait succombé pour une cause ou pour une autre, il ne s'en est pas moins emparé. Nous sommes entrés à Vienne, à Berlin, à Madrid, à Moscou, sans avoir « forcé aucun

des points de l'enceinte. » Que ces villes aient été ouvertes comme Madrid ou Berlin, ou défendues par une enceinte comme Vienne ou Moscou, nous avons pu y pénétrer, sans qu'on ait pu qualifier cette occupation du nom de « violence » ni la traiter « d'odieuse. »

Cette lettre fâcheuse nous rappelle un autre document dans lequel le général Faidherbe signalait, comme une infraction aux règles admises, l'attaque des places fortes par le bombardement. Si ce brave officier eut été suffisamment versé dans l'histoire militaire, il aurait su que c'est à nous que revient l'initiative de ce mode d'attaque, dans lequel les Anglais nous ont imités et même dépassés ; les Allemands ne viennent qu'en troisième ligne. S'il avait étudié plus à fond son métier, il aurait su qu'il y a vingt-deux ans déjà, un officier français, distingué par son savoir et son mérite, a été le premier à préconiser l'emploi exclusif des feux courbes dans l'attaque des places, et moyennant 7 f. 50, il aurait pu acheter chez Dumaine le *Traité de Bombardement* du général de Blois, alors chef d'escadron d'artillerie, dont nous avons donné l'analyse succincte dans notre 19^e numéro.

Tous cela est déplorable, tout cela est triste, plus triste peut-être que nos défaites elles-mêmes, parce que ces récriminations puériles, ces ergotages inopportuns et maladroits, indiquent chez nous un affaiblissement moral et intellectuel qui a gagné jusqu'aux esprits les plus sérieux et les plus élevés.

Cette dernière qualification ne saurait nous servir de transition pour parler du *Petit Journal*, qui est, de l'avis de tous, le réceptacle officiel des inepties et des mensonges. Il paraît que cette vénérable feuille se plaît à créer des événements imaginaires, même pour des questions sans importance. On a pu lire dans son numéro du 24 février l'histoire dramatique d'un habitant de Sainte-Colombe tombé en pâmoison en apprenant la mort de son fils à Montretout et guéri le même jour par son retour inattendu. Or, on nous écrit à ce propos : « Cet article fantaisiste, comme beaucoup d'autres publiés par ce journal, est absolument faux. Le fait cité ci-dessus est complètement inconnu dans Sainte-Colombe. » Nous signalons cette rectification au journal de M. Millaud.

LÉGIEN.

Correspondance.

M. A. B., à Dijon. — Nous vous devons, en effet, des explications sur certains noms cités dans la *Vente après faillite*, explications qui ne seront pas, du reste, inutiles pour beaucoup d'autres abonnés, étrangers à notre ville. M. Langlade est un pharmacien très-connu, surtout comme adepte du système Raspail. M. Boulu tient un magasin de papeterie de luxe très-bien achalandé. M. Antonin Dubost est un jeune homme, un Lyonnais, que Gambetta avait gratifié de la préfecture de l'Orne, sans qu'on ait jamais pu découvrir ses titres à un pareil emploi. Lamy est un acteur aimé du public, qui avait, l'année dernière, été lui-même directeur de troupe. M. Sacerdote tient un magasin de vêtements confectionnés dans une des rues les plus fréquentées de Lyon, et M. Marix un de nos plus importants magasins de soieries. Il figure comme interlocuteur de M. Sacerdote, à titre de corréligionnaire. A Béranger est l'enseigne d'un autre magasin de vêtements confectionnés. M. le docteur Jourdan est un savant zoologiste et géologiste, doyen de la Faculté des sciences. Le docteur Ollier habile chirurgien, et M. Martin-Daussigny l'intelligent et zélé conservateur de notre musée des antiques.

Némésis. — Nous demandons votre nom, non pour le publier, mais simplement pour notre garantie personnelle. Que, du reste, votre réserve ne vous empêche pas de nous faire de nouvelles communications ; elles nous intéressent vivement et touchent à des questions que nous traiterons plus tard et pour lesquelles vos observations nous sont précieuses.

M. Louis F. — Du moment que vous faites donner l'artillerie chargée de caletours, et en latin encore, nous sommes bien forcés de capituler. N'empêche, si vous n'aviez pas eu des intelligences dans la place, vous n'en seriez pas venu à bout.

M. Ch. B., franc-tireur du bataillon Bourras, 6^e compagnie. Faute de place, nous renvoyons au prochain numéro votre réclamation et notre réponse.

J. M. F. — Nous n'étions pas le moins du monde offensés, et nous n'avons pas cru à un parti pris de votre part. Seulement, cette fois, c'est le malheureux employé de la poste qui a dû chanter.

Un vieux canut, Andréas. — Notre réponse se trouvera dans plusieurs articles que nous nous proposons de publier et qui donneront satisfaction à toutes vos demandes et à tous vos doutes.

A. F. — A propos d'intelligence, remarquez bien que nous nous sommes servis du superlatif relatif et non absolu.

M. Policame, à Sainte-Colombe. — Même observation qu'à Némésis. Une signature authentique est pour nous une garantie nécessaire. Mille remerciements, du reste.

Le Gérant, VIBERT.

**M. FRANCISQUE SARCEY
ET
LE PLATEAU D'AVRON.**

FAC-SIMILE DES SIGNATURES DES PRÉVENUS DE L'AFFAIRE ARNAUD.

L'Affaire Arnaud.

Après sept mois de souffrances, après tant de ruines accumulées, après tant de sang versé, après tant d'illusions évanouies, après tant de gloire effacée, après tant de blessures faites à notre amour-propre et à notre patriotisme, de quoi se préoccupent certains écrivains parisiens ? Le croirait-on ? ils s'inquiètent de faire parler d'eux. Il y a si longtemps que la France ne s'occupait plus de leurs vaudevilles, de leurs opéras bouffes, de leurs courriers de Paris, de leurs mots de la fin ! la plus haute expression des petits esprits qui nous de sens, leurs mots seules, leurs débauches cachaient un échafaud ces hommes-là s'efforcent de faire un petit commerce à tant. M. Francisque Sarcey aussi stupide qu'inverse est un mobilisé de la

C'est un prétendu épisode de l'évacuation du plateau d'Avron, c'est un conte où figurent huit mobiles parisiens, occupés pendant une demi-heure à déterrer un de leurs camarades, englouti jusqu'à la cheville dans un trou creusé par un obus. Pendant l'opération, une muraille se renverse sur eux, et un pan tout entier s'abat sur l'historien de cette prouesse. Et il se relève sans une égratignure, après avoir secoué le pan de muraille comme une feuille de papier. Puis on retire le malheureux enseveli, qui se trouve n'être pas mort. Tout cela est assaisonné de mots vulgaires, d'images triviales, et tout cela fait l'admiration de M. Sarcey, qui le répète religieusement s'il ne la pas inventé. Rien n'est plus écœurant que cette arlequinage, si ce n'est l'enthousiasme apprêté, avec lequel M. Sarcey l'accueille, le reproduit, et les louanges pitoyablement hyperboliques dont il l'accompagne.

En lisant ce récit d'un comique qui nous faisait rougir, nous avions sous les yeux des dessins pris d'après nature sur le plateau d'Avron, quelques heures après son évacuation par nos troupes, et rien ne peut rendre l'impression indéfinissable que nous faisait éprouver le contraste du récit grotesque de l'écrivain avec la réalité grandiose et lamentable du tableau qu'avait tracé le crayon de l'artiste. Nous reproduisons ici l'un de ces dessins, et nos lecteurs assurément éprouveront le même sentiment que nous à la vue de cette scène douloureuse. Le camp a été brusquement abandonné, les morts sont restés tels qu'ils ont été frappés ; ils sont quatre qu'un obus est venu foudroyer au moment même où ils préparaient leur repas du matin ; ils sont là immobiles et roidis, dans la pose où le trépas les a surpris ; l'un d'eux, qui s'éloignait portant les rations à un

Seignoux. Barbier, Bel, Albard. Bétrasson, Auger, Dumelle.
Weilgenod. Laissent. In umbert, Rigot, Massellie. Delapierre, Di. Bujun.
Borot. Gantier. Graillet, Bel, Dalaiz, Harmet.
H. Garmy. Masson. Delohe. Menet. Riviere.
Vericel. Genoux. Lelias. Bernon. Cayrol.

poste voisin, a été atteint dans sa marche, et il est tombé la face contre terre. le crâne brisé et tenant encore dans sa main crispée les gamelles dont il était chargé. Plus loin un blessé a succombé sous l'abri de sa méchante baraque, et son chien, pauvre petite bête qui ne l'a point abandonné, pousse des hurlements plaintifs. Au fond, les vedettes saxonnes passent lentement et jettent un regard sérieux et triste sur ce spectacle de désolation et de mort. Dans d'autres dessins apparaît l'intérieur d'une batterie, les roues sont brisées, les affûts renversés, les caissons effondrés. et au milieu de tout cet entassement de débris de fer tordu, de pièces de bois énormes coupées comme par un rasoir, apparaissent les cadavres de nos jeunes mobiles, mutilés par les éclats d'obus et roulés dans des postures fantastiques par le choc des boulets ennemis ; ailleurs, c'est l'ensevelissement de ces malheureux. Ils sont là, alignés les uns à côté des autres, le vieux soldat à côté du mobile imberbe, le fantassin tué d'un seul coup et l'artilleur qui a succombé à une horrible blessure.

C'est en contemplant de semblables scènes que l'on se sent pris d'un dégoût et d'un mépris profond pour cette littérature, vide de sens, d'inspiration et de cœur, qui a fait l'époque actuelle et qui nous a valu l'année 1870. Aussi, pour nous consoler, et des pasquinades de M. Francisque Sarcey et des tableaux navrants que nous avions sous les yeux, nous avons cherché quelques lignes où nous puissions retrouver des pensées sérieuses et élevées. Hélas ! et il nous a fallu les chercher dans un journal étranger, il nous faut emprunter à une feuille allemande les mots suivants qui jettent quelque adoucissement sur notre immense douleur :

« Les morts abandonnés sur le plateau d'Avron furent, dit l'écrivain étranger, enterrés avec honneur. Nos soldats déposaient dans la fosse leur ennemi mort avec la même dignité, *mit derselben ersten Stimmung*, qu'ils en auraient accordé à leurs propres compatriotes. Ils songeaient au destin de ces victimes du devoir, destin qui, quelques instants plus tard, pouvait être le leur, et ils saluaient par une prière silencieuse la tombe isolée du soldat avec autant de pitié qu'ils l'auraient fait dans le champ du repos consacré par la religion. »

lous de ne pouvoir citer les faits qu'il mentionne et qui auraient besoin d'être garantis par une signature quelque exacte qu'elles soient ; mais nous pouvons dire qu'il confirme pleinement le fait que le commandant Arnaud a été réellement le provocateur et la cause immédiate du malheur qui l'a frappé : il confirme aussi le fait que la population entière, loin de blâmer cet acte de violence inoui, l'a excusé et même approuvé d'abord, et que ce n'est que quelque temps après que la réaction s'était produite sous l'influence de la réprobation venue du dehors. Nous sommes persuadés, du reste, que l'instruction et les dépositions des témoins feront connaître toutes ces particularités et que nous n'aurons rien à ajouter à la lumière qui devra se faire. Néanmoins, nous protesterons encore contre la décision qui, sans motif plausible, a déferé le jugement de cette cause aux tribunaux militaires. Les inculpés ne sont point soldats, la ville n'était pas en état de siège, mais au contraire, sous la domination exclusive d'un pouvoir civil.

Jusqu'à ce que l'on ait justifié de la légalité de cette mesure inexorable, nous maintiendrons que l'on n'a pas le droit de soustraire les accusés à la juridiction suprême du jury, et il nous semble que ceux qui se permettent cette infraction au lois fondamentales du pays, assument une grave responsabilité dont on pourra un jour leur demander un compte sévère. Nous nous permettrons aussi de poser quelques autres questions : nous voudrions savoir si M. Challemeil-Lacour ne sera pas entendu dans cette affaire, où son témoignage sur certaines questions, serait de la plus haute importance ; nous rappellerons encore l'incident de cet individu tué dans un fiacre et à propos duquel l'autorité judiciaire a gardé une inaction inexplicable, enfin, nous reproduirons cette interrogation de notre correspondant anonyme : « Il faudrait que l'information sa-
« che où le commandant Arnaud a occupé son temps de-
« puis sept heures du matin jusqu'à l'heure où il est venu
« devant Valentino. » Oui, il importe que la vérité se fasse tout entière, que l'esprit de parti soit entièrement écarté et que les opinions républicaines des inculpés, même avec leur exagération, ne viennent pas aggraver leur situation, qui serait peut-être mitigée, s'ils professaient des sentiments politiques moins exaltés.



UN COIN DU PLATEAU D'AVRON, DESSINÉ D'APRÈS NATURE APRÈS L'ÉVACUATION.